



Institut
EGA

La Turquie d’Erdoğan : quelles ambitions pour un acteur équivoque ?

Vincent Jahnke

Chercheur - Pôle Armées

Institut d'Études de Géopolitique Appliquée

Janvier 2021

Les opinions exprimées dans ce texte n’engagent que la responsabilité de l’auteur

ISSN : 2739-3283

© Tous droits réservés, Paris, Institut d’Études de Géopolitique Appliquée, 2021.

Comment citer cette publication :

Vincent Jahnke,

« La Turquie d’Erdoğan : quelles ambitions pour un acteur équivoque ? », Institut d’Études de Géopolitique Appliquée, 30 janvier 2021.

Institut d’Études de Géopolitique Appliquée - 31 Rue de Poissy 75005 Paris

E-mail : contact@institut-ega.org

Site internet : www.institut-ega.org

SOMMAIRE

Introduction – P. 2

La politique étrangère turque : entre oscillation et incertitude – P. 4

Un outil militaire aux recours multiples – P. 7

Forces et faiblesse du double jeu d'Ankara – P. 10

Bibliographie – P. 15

Si l'on souhaite cerner les ambitions de la Turquie de Recep Tayyip Erdoğan, il est nécessaire de questionner les déterminismes politiques, nationalistes et idéologiques qui ont poussé le dirigeant turc à s'ériger en acteur incontournable de la géopolitique moderne.

Depuis plusieurs années la Turquie a rompu avec ses illusions d'un pays laïc occidentalisé, tel que le concevait Mustapha Kemal dans sa vision politique. Sans pour autant renier l'héritage de son fondateur de la Turquie moderne, Erdoğan, nouvel Atatürk et homme fort du pays, ne cache pas ses ambitions de vouloir faire revêtir à nouveau à la Nation turque le manteau du sultanat, en puisant son inspiration dans une continuité historique qui est celle de l'Empire ottoman. Faire triompher l'Islam sunnite, défendre une certaine conception culturelle de la Turquie (comme nous l'a rappelé la récente conversion de la basilique Sainte-Sophie en mosquée, symbole d'un Islam conquérant), dessiner les contours d'une identité turque qui serait au carrefour des mondes eurasiatiques et moyen-orientaux, tels sont les nouveaux horizons de la Turquie d'Erdoğan.

Ces ambitions, mêlées avec un autoritarisme grandissant et une intransigeance envers les communautés défiant le régime (la récurrence des problèmes kurdes et arméniens prolonge des conflits internes depuis plus d'un siècle), sans oublier une situation diplomatique pour le moins incertaine avec ses alliés, concourent à placer la Turquie sur un échiquier géopolitique instable. Ces éléments laissant peu d'espoir pour permettre le rapprochement avec une Europe trop éloignée de ses convictions, les rapports avec d'autres forces étrangères comme la Russie ou les États-Unis s'en trouvent également altérés dans la mesure où ces dernières perçoivent l'instabilité des positions turques comme une menace perpétuelle et sous-jacente.

Cependant, la Turquie peine à adopter une stratégie qui lui permettrait de réaliser ses ambitions en raison de sa position qui ne cesse de susciter les défiances des puissances extérieures : membre de

l'OTAN, alliée économique et militaire des États-Unis, proche de l'Europe sur laquelle elle exerce une influence non négligeable, la Turquie n'en demeure pas moins encline à se rapprocher de la Russie pour satisfaire ses stratégies et affiner sa politique extérieure. Les crises syriennes et libyennes, qui trouvent leurs origines dans les printemps arabes et qui voient le monde arabo-musulman se reconfigurer, illustrent cette tendance de la Turquie à modifier ses relations avec la Russie pour se hisser en tant que puissance régionale dans cette zone du Moyen Orient.

Pourtant, Ankara tend à fragiliser sa position sur le plan diplomatique en faisant le choix d'user de rapports de force pour atteindre ses objectifs stratégiques : les tensions n'ont cessé de croître en Méditerranée orientale depuis que se renforcent les manœuvres militaires conjointes de l'Initiative quadripartite de coopération face à la Turquie en août 2020. Cette crispation en Méditerranée a alarmé les membres de l'Union européenne sur les ambitions turques qui prennent davantage la forme d'une défense agressive d'intérêts énergétiques (ressources gazières) que d'un simple projet hégémonique. La position d'Erdoğan, qui déclare ne faire « aucune concession » sur ce qui « revient de droit » à la Turquie (déclaration du 26 août 2020), alimente les tensions en plus de susciter un vif débat sur la capacité de la Turquie à conserver sa place de partenaire stratégique en Méditerranée orientale auprès de l'Alliance atlantique et de l'UE.

I. La politique étrangère turque : entre oscillation et incertitude

Un des aspects les plus marquants de la politique extérieure d'Ankara est son inclinaison à suivre les préceptes d'un Islam rigoriste qui influence considérablement ses engagements dans sa politique extérieure : la Turquie d'Erdoğan tend à élargir son ascendant sur quatre fronts par le biais d'un activisme néo-impérial fort à la mouvance totalitaire. Tout d'abord le Nord de la Syrie ainsi que le Nord-Ouest de l'Irak. Ces deux fronts permettent de lutter contre l'influence kurde encore très prégnante dans ces régions. Sous couvert de sa lutte contre le djihadisme, Ankara s'assure d'une lutte conjointe contre ses ennemis héréditaires que seul l'abandon américain en octobre 2019 a permis d'enrayer le soutien. Deux autres fronts s'ajoutent : la Libye ainsi que la Méditerranée orientale. L'un revêt un aspect plus idéologique en soutenant le régime pro-Frères musulmans de Tripoli, le second est davantage d'ordre économique plutôt qu'hégémonique ; il s'agit en priorité de s'assurer un accès aux réserves d'hydrocarbures dans des espaces régis par le droit maritime. Ces ambitions menées par un autoritarisme prononcé et stimulées par une idéologie nationaliste se sont heurtées aux diverses réactions de la communauté internationale, principalement la Russie et l'Union européenne. Au-delà d'une simple nécessité de conforter son assise économique, la Turquie entreprend depuis quelques années des initiatives bellicistes, imprégnées d'un nationalisme-islamiste davantage virulent. En effet, les interventions extérieures turques résultent en partie d'une volonté de faire triompher une politique nationaliste néo-impériale : ce que l'on pourrait qualifier d'accointances particulières avec des factions qui côtoient les mouvances islamistes les plus radicales ne sont pas de l'ordre de la simple anecdote. Par exemple, les liens ambigus entretenus entre Erdoğan et les mouvances djihadistes en Syrie *via* des sociétés militaires privées en sont révélateurs. L'organisation opaque du groupe SADAT, dont les premières identifications remontent à 2012, met en

relief les connivences qui se sont instaurées entre Ankara et les mouvances islamistes extrêmes. Bien que les activités de ce groupe demeurent confidentielles, il est possible d'en extraire la raison de perdurer au sein du régime turc en tant qu'outil militaire : la rhétorique totalitaire empruntée par la SMP turque désigne les ennemis de la Turquie comme avant tout ennemis de l'Islam, comme l'Israël, la « dague au cœur de l'Islam », selon les mots de son créateur le général Tanriverdi¹. Il est évident que le régime politique turc trouve en la SMP un écho singulier dans la mesure où ses interventions étrangères (notamment en Syrie ou en Libye) ont la motivation sous-jacente de défendre les intérêts des puissances musulmanes régionales.

Cette position de défenseur d'une certaine conception d'un islam politique vaut à la Turquie un certain nombre de désaccords qui mettent en relief les dissonances idéologiques avec ses alliés. Depuis la fin de la guerre froide, les États-Unis ont éprouvé une certaine considération pour ce pays qui se situe au carrefour des dynamiques de la Méditerranée orientale. De plus, imprégnée des acquis politiques de Mustapha Kemal et de sa vision d'un Islam modéré et occidentalisé, la Turquie constituait aux yeux des démocrates américains le propagateur idéal d'un islamisme moderne et progressiste. Au lieu de cela, le gouvernement d'Erdoğan, à défaut de bénéficier d'une expérience internationale, s'est forgé autour d'une idéologie nationaliste intégrant la vision de l'islam politique des Frères musulmans. Les effets de cette politique se mesurent dans l'évolution des conflits au Moyen-Orient, où la Turquie ne cesse d'y exercer une stratégie d'influence aux recours de plus en plus bellicistes.

Le cas syrien illustre cette position délicate qu'occupe la Turquie dans sa tentative de se hisser en tant que puissance régionale. D'abord encouragée par les États-Unis qui appréciaient les relations entretenues entre Bachar el-Assad et Erdoğan, la Turquie apparaissait comme une

¹ Centre Français de Recherche sur le Renseignement. Lien URL : <https://cf2r.org/actualite/turquie-mercenaires-president-erdogan/>

force de transition pour le régime politique en place, mais qui souhaitait surtout conforter le pouvoir aux islamistes. Cela eut pour résultat d'augmenter la défiance qu'éprouvent les forces de la coalition face à Ankara qui possède sa part de responsabilité dans l'évasion de milliers de djihadistes, en plus de sa complaisance pour des factions intégristes qui œuvraient depuis les bases-arrières turques en Syrie. Car au-delà de son projet d'installer un gouvernement islamiste en Syrie, la Turquie a, par ses actions, encouragé la mise en place d'un « *international jihadist corridor* », selon les mots de Kadri Gürsel².

Mais il est possible d'affirmer que c'est entre la Turquie et la Russie que la situation tourne véritablement en défaveur d'Ankara, au risque de considérablement lui desservir sur un plan stratégique. L'initiative d'abattre un avion russe en novembre 2015 qui survolait la frontière turque constitua la première marque de l'étiollement des rapports russo-turcs. La réaction du président Vladimir Poutine a placé Erdoğan dans un état de dépendance vis-à-vis de la Russie au niveau de son approvisionnement énergétique et de ses besoins en gaz. Pourtant, la Turquie a récemment resserré ses liens avec Moscou en inaugurant un partenariat stratégique pour garantir ses approvisionnements en gaz : la mise en service du gazoduc *TurkStream* le 8 janvier 2020 accentue la dépendance énergétique d'Ankara envers Moscou, en plus d'augmenter les tensions au sein de l'OTAN³. Ainsi la Turquie révèle une nouvelle fois son ambivalence en s'assurant le soutien de la puissance russe, sans qu'une réelle convergence idéologique et politique ne puisse durablement s'instaurer entre les deux acteurs ; l'un étant le « miroir brisé » de l'autre, les deux camps se soutiennent mutuellement sur des questions énergétiques mais n'hésitent pas à souligner leurs divergences idéologiques. Ce fut le cas lors de la conversion de la basilique Sainte-Sophie en Mosquée en juillet 2020, une occasion pour la Russie de songer

² JAULMES, Adrien., « Erdogan a créé une autoroute djihadiste en Turquie », *Le Figaro*, 19 février 2016.

³ REBIERE, Noémie., « Moscou / Ankara : des relations vulnérables au contexte régional », *Diplomatie, les grands dossiers n°57*, juillet-août 2020.

à la construction d'une réplique de cette dernière en Syrie⁴. Cette décision russe ne révèle pas seulement la fracture idéologique entre la Turquie et la Russie, mais la volonté du Kremlin de démontrer à Erdoğan que la Syrie, contrairement à la Turquie, peut constituer un espace interconfessionnel pacifique.

L'équilibre demeure pourtant fragile entre les deux puissances et la possibilité d'un conflit ouvert n'est pas à écarter. Le bombardement de février 2020 de la province d'Idlib par l'armée syrienne (avec l'aval de Moscou) qui a coûté la vie à 33 soldats turcs n'a fait qu'agrandir le fossé entre la Turquie et la Russie. Pourtant, le mois suivant, au moment de la commémoration de la fin de la Seconde Guerre mondiale, le président turc a envoyé une lettre à son homologue russe dans laquelle il rappelle les « efforts partagés entre la Russie et la Turquie pour la paix et la stabilité régionale »⁵. L'opposition militaire n'empêche pas la convergence des intérêts diplomatiques : Ankara est étroitement tenue par Moscou en raison des nombreux accords économiques qui permettent à la Turquie de conserver son autonomie stratégique.

La posture équivoque de la Turquie se révèle à travers la lecture de sa diplomatie qui fluctue sous la pulsation de ses besoins vitaux, que ce soit à un niveau énergétique qu'au niveau de sa souveraineté en Méditerranée orientale et au Moyen-Orient. En cela, l'étude de son outil militaire constitue une clef de compréhension majeure.

II. Un outil militaire aux recours multiples

L'armée turque fait partie des forces les plus puissantes du Moyen-Orient. Son aguerrissement résulte des combats réguliers menés contre les factions du PKK mais elle dispose également d'un encadrement de haut niveau ainsi que d'une expérience interalliée non

⁴ « La Russie et la Syrie s'entendent pour la construction d'une copie de Sainte-Sophie », *Le Figaro*, 6 août 2020.

⁵ *Anadolu Agency*, « Turkish president sends Victory Day message to Putin », 9 mai 2020.

négligeable depuis son entrée dans l'OTAN. En raison de la place économique qu'occupe la Turquie en Méditerranée orientale, son armée bénéficie de capacités qui lui permettent de mener des opérations militaires d'envergure, ou bien de sanctuariser ses territoires par une couverture balistique et une technologique moderne. Ses déploiements se constatent dans 12 pays au Moyen-Orient, en Afrique, dans les Balkans et en Méditerranée. Ainsi la Turquie s'assure d'une sphère d'influence non négligeable. Son outil militaire possède des recours multiples, aussi bien en tant que force des Nations unies pour des missions de stabilisation en faveur de la paix (Mali, Liban) qu'en tant que force de souveraineté dans des espaces contestés (les combats menés contre les kurdes en Syrie). Véritable vitrine de sa politique extérieure équivoque, l'armée turque compte beaucoup sur ses importations d'armement qui lui sont fournies en majorité par les États-Unis (60%)⁶. Cependant, parallèlement à ces premières capacités, la Turquie adopte une position équivoque pour obtenir des transferts de technologies liés au déploiement des S400. Une livraison de S400 pourrait être retardée au-delà de 2020 suite à la demande d'Ankara pour que ce système fasse l'objet d'une coproduction incluant un transfert de technologies accru⁷. Par ailleurs, le conseiller spécial du président Erdoğan, Ibrahim Kalin, a déclaré que «Washington et Ankara ont entamé des travaux visant à mettre en place un mécanisme commun permettant de déterminer l'impact du S-400 sur le chasseur F-35 de cinquième génération». Il a ensuite précisé que la Turquie n'excluait pas l'achat de système *Patriot* américain⁸. Cette acquisition offre un exemple de la nature équivoque de l'environnement et du jeu de la Turquie : Ankara utilise cette ambiguïté en négociant simultanément avec Washington et Moscou pour obtenir des transferts de technologies, monter en compétences sur le plan industriel et ainsi accroître son autonomie tout en restant dans l'alliance.

⁶ HALIMI, Serge., « Jusqu'à quand l'OTAN ? », *Le Monde diplomatique*, 1^{er} novembre 2019.

⁷ « Turkey Will Help US Study S-400's Impact on F-35 Fighters », *Bulgarian Military*, 18 novembre 2019.

⁸ « S-400 air defense missiles to be jointly produced by Russia and Turkey », *Army recognition*, 04 novembre 2019.

Il est difficile de percer les intentions turques derrière cette dotation qui tend à repenser sa doctrine : le système S-400 est compatible avec une stratégie de sanctuarisation agressive d'acquis. En cela, la Turquie sert ses intentions dans la mesure où ses espaces de souveraineté correspondent à des espaces de dépendance énergétique (notamment après la récente découverte du gisement gazier « Tuna-1 » à l'ouest de la mer Noire le 21 août 2020). Pourtant la Turquie devait bénéficier des F-35 pour conforter ses capacités de réaction rapide, ce qui est inconcevable pour Washington de faire côtoyer une technologie américaine et d'opérer un partage d'informations sensibles avec un système russe. De plus, cet accord permettrait aux russes d'accroître la dissémination de leurs systèmes S400 en Méditerranée orientale. Cela aurait pour effet la dissémination des bulles A2/AD liées aux dispositifs d'origine russe qui nourrirait à terme une transparence de l'espace méditerranéen, compliquant ainsi les engagements furtifs et la discrétion des forces occidentales. Cependant, si l'on choisit d'observer le jeu de la Turquie en tant que force de l'OTAN, l'achat de ces S400 constituerait une opportunité et non une menace hybride pour l'Alliance. Les Turcs pourraient faciliter l'enregistrement des ondes radars du S400 par les F35 et ainsi adapter leurs systèmes d'autoprotection, pour ensuite l'étendre auprès de ces alliés de l'OTAN afin de contredire le dispositif de l'A2/AD russe en Méditerranée.

Même si l'exemple du S400 peut prêter le flanc à une certaine suspicion sur les intentions turques, le doute tend à s'accroître si l'on étudie plus précisément les innovations générales que la Turquie développe pour ses armées. Les dernières dotations turques en matière de guerre électronique et l'insertion des nouvelles technologies peuvent constituer le reflet d'une stratégie de désorientation. Depuis deux ans, la Turquie s'initie à ce qui peut ressembler à une préparation en prévision d'une guerre hybride ; les dernières dotations en drones de combat ajoutent de la complexité à une armée dont l'aspect équivoque soulevait déjà de nombreuses inquiétudes. En 2019, la Turquie a dévoilé le drone *Songar*, le premier drone armé du pays, construit par

l'entreprise de défense turque *Asisguard*. Conçu pour fournir un appui-feu pour les convois ou les positions défensives, de jour comme de nuit, au profit des unités au contact, il peut atteindre une altitude de 2800 m et est capable de tirer jusqu'à 200 coups. Avec une portée de 10 km et équipé d'une caméra jour/nuit permettant le retour vidéo en temps réel, la particularité de ce drone est son hybridité, parce qu'il intègre les systèmes américain GPS et russe GLONASS, indépendamment l'un de l'autre⁹. Si l'on imagine l'engagement de capacités OTAN avec des drones naviguant avec le système GPS mais conservant le système GLONASS actif, cela ouvrirait la possibilité de suivi de situation par les russes et inversement. Par cette capacité hybride, la Turquie nourrit le caractère de plus en plus équivoque de la conflictualité pour sa guerre du futur.

Même si ces observations ne constituent aujourd'hui que des hypothèses, l'avenir concernant la cohabitation des systèmes américains et russes par la Turquie pourrait s'avérer d'une importance cruciale pour déterminer sa stratégie et résoudre la question de son ambivalence. Mais cette équivocité, même en l'insérant dans une stratégie globale, révèle l'aspérité de plus en plus croissante des rapports entre la Turquie et son environnement diplomatique, au point de la placer sur un point d'équilibre dangereux.

III. Forces et faiblesses du double jeu d'Ankara

La politique menée par Ankara se durcit considérablement au fil des mois. Le président Erdoğan ne redoute pas la confrontation, au point qu'il insère la conflictualité comme faisant partie intégrante de l'histoire de la Turquie, un pays historiquement entouré d'ennemis, à la jonction entre les mondes asiatiques et européens. Ankara opère une difficile distinction entre ses alliés et ses adversaires lorsque ses intérêts

⁹ MIZOKAMI, Kyle., « *Turkey's New Drone Comes With a Machine Gun* », *Popular mechanics*, 13 décembre 2019.

économiques ou idéologiques sont de mise. Le conflit récent déclenché entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie continue de mettre à l'épreuve les rapports entre la Turquie et la Russie dans les efforts de négociations. L'enclave du Haut-Karabakh cristallise cette volonté néo-impérialiste de la Turquie de voir triompher son idéologie politique, au point de recourir à une rhétorique volontairement belliciste, faisant d'Erdoğan le « libérateur » d'un espace menacé par des forces pro-Occident¹⁰. Bien que le président turc soit engagé auprès de la Russie avec de nombreux accords économiques, les tensions se ravivent avec la dégradation de la situation dans le Haut-Karabakh. Les longues litanies de négociation engagées entre les deux puissances permettent néanmoins d'éviter la confrontation directe. Pourtant, l'ambition de la Turquie et sa célérité dans l'accomplissement de ses objectifs militaires s'inscrivent dans un but idéologique de reconquête de l'influence qu'elle possédait du temps de l'Empire ottoman. Cette reconquête englobe plusieurs nécessités : une posture militaire agressive, une assise économique solide, ainsi qu'une nation soudée autour de valeurs communes, celles de l'Islam. Ce projet qu'Erdoğan mène depuis le début de son ascension au pouvoir explique les tensions en Méditerranée orientale qui cristallisent le basculement des rapports de force : les découvertes récentes en gisements gaziers influent considérablement sur la géopolitique de la région. Le 21 juillet 2020, la Turquie allait être sur le point de livrer sa réplique foudroyante de Lépante : 18 navires de guerre furent envoyés par Ankara au large de l'île grecque de Kastellorizo. Cette zone est désormais convoitée par la Turquie pour qu'elle puisse y mener ses recherches d'hydrocarbures, mais elle permet également à Erdoğan d'émettre des bruits de sabres face à ses éternels rivaux grecs et ainsi démontrer que l'Union européenne peine à mettre en place une véritable stratégie concertée. L'exercice fut concluant : l'unique réponse européenne fut rendue par le président français Emmanuel Macron qui condamna fortement les manœuvres turques en Méditerranée orientale, en plus de faire écho à l'incident qui opposa la frégate française *Courbet* en juin 2020 à la Marine turque.

¹⁰ Propos du quotidien nationaliste turc Sabah, rapporté par *Courrier international*, n°1563, 15-21 octobre 2020.

Ainsi, en raison de l'absence de cohésion européenne face à la Turquie, Ankara a réussi à s'assurer d'un point d'appui pérenne en Méditerranée orientale pour mener à bien ses recherches. Ce qu'elle fit en octobre 2020 avec l'envoi du navire de recherche sismique Oruç Reis pour des prospections d'hydrocarbure dans des eaux revendiquées par Athènes.

La posture française dans la résolution de la crise se manifeste par la condamnation des initiatives turques dans les espaces maritimes grecs. Pourtant, en raison de la difficulté à instaurer une cohésion européenne face à la Turquie, Ankara n'a pas cessé ses manœuvres. Il est possible d'imaginer que si chaque pays membre de l'UE avait dépêché un navire de guerre en Méditerranée orientale, la Turquie aurait peut-être réagi différemment au lieu de se livrer à ses travaux de prospection en toute impunité en dehors de ses zones exclusives.

Les évènements récents en mer Egée mettent en relief la complexité des rapports entre les pays : il semblerait qu'Erdoğan profite de cette confusion pour mener à bien ses ambitions. Les tensions entre Chypre et la Turquie sur les questions de domination des espaces maritimes pour l'exploitation d'hydrocarbures ajoutent une complexité juridique. Comme le résume Nicolas Mazzucchi, « la tension croissante entre Ankara et Nicosie soulève la question de la mécanique des alliances (...) : Chypre est membre de l'UE, mais pas de l'OTAN ; la Turquie est membre de l'OTAN, mais pas de l'UE »¹¹. Ainsi la Turquie s'est positionnée en tant qu'acteur clef du grand jeu stratégique qui se déroule en Méditerranée orientale, en misant sur une stratégie de rayonnement dans un espace maritime qu'elle dominait autrefois, mais également sur le désordre juridique qu'occasionnent les alliances et les dépendances énergétiques des puissances méditerranéennes, assujetties aux accords bilatéraux de l'OTAN et de l'UE.

¹¹ MAZZUCCHI, Nicolas., « les ressources énergétiques de la Méditerranée orientale dans le grand jeu gazier international », *Diplomatie* n°105, septembre-octobre 2020.

Cependant, même si la Turquie domine actuellement la situation en Méditerranée au point de pouvoir se livrer à des opérations de recherche dans des eaux grecques, Ankara reste malgré tout soumise aux pressions que lui commandent ses impératifs énergétiques ; inexorablement abandonnée par une Europe avec laquelle elle ne trouve plus aucun point commun idéologique (le président Macron qui déclare au Med 7 que la Turquie « n'est plus un partenaire » en Méditerranée), la Turquie reste dépendante de la Russie pour ses approvisionnements en gaz, un élément essentiel que la récente crise dans le Haut-Karabakh pourrait fortement compromettre si les rapports de force avec Moscou ne parviennent à se stabiliser. De plus, la crise de la Covid-19 a accentué les effets d'une crise économique déjà fortement ressentie ; bien que ce fût l'occasion d'un rapprochement avec Washington avec l'envoi de masques, les effets sur l'économie se prolongent au point que la Turquie peut difficilement se permettre les moyens de ses ambitions. La livre turque s'affaiblit au profit du dollar américain (plus 13% au début de l'année 2020)¹², c'est pour cela qu'Ankara se tourne davantage vers l'UE pour convenir d'accords qui pourraient rééquilibrer son économie. La menace de l'ouverture des vannes migratoires est toujours une réalité prégnante qu'Erdoğan continue de brandir face à une UE autant dépassée par la crise de la Covid-19 que par la pression incessante des vagues migratoires.

En raison de ces faiblesses qui résultent d'un irrédentisme assumé, doublé d'un comportement ambivalent qui laisse planer le doute sur la fiabilité de l'allié turc, Ankara se retrouve progressivement en voie d'être isolée dans son « grand jeu » au Moyen-Orient et en Méditerranée : la politique équivoque d'Erdoğan a engendré une alliance anti-Turquie dans le monde arabe, au sein de l'OTAN et même au niveau d'une partie de la classe politique américaine¹³. Le projet turc n'est pas seulement de contrôler les voies d'accès maritimes qui relient la Méditerranée à l'Océan Atlantique, le canal de Suez à la mer Rouge, mais

¹² ARBELL, Dan., « Turkey looks to Europe and US to help stabilise its wounded economy », *International Institute for Strategic Studies*, 1^{er} juin 2020.

¹³ KERDIS, Dimitris., « Ankara n'a pas les moyens de ses ambitions », *Courrier international*, 2020.

aussi d'influencer les politiques en Europe par une idéologie exacerbée et une assise énergétique solide par l'exploitation des plus gros gisements gaziers en mer Noire. Mais la Turquie risque de se voir prise dans son propre piège, car fermement anti-Europe et anti-Occident, ses initiatives se confrontent aujourd'hui à une levée de boucliers généralisées que son équivocité, qui devait lui servir de stratégie commerciale et diplomatique, ne lui apporte que le repli sur elle-même.

Ainsi, la Turquie dévoile ses ambitions et pourtant les questionnements ne cessent de s'accumuler à propos de son avenir. Héritière de la toute-puissance ottomane, elle ne renie pas son héritage mais au contraire l'érige en modèle assumé de sa stratégie de conquête. Véritable clef-de-voûte de deux mondes qui tentent de s'approprier, l'Europe et l'Asie, son objectif est d'apparaître en tant que puissance essentielle dans le monde diplomatique de demain. Présente sur de nombreux conflits aux Moyen-Orient, en Afrique et en Méditerranée, son influence grandit autant que la défiance que lui portent les grandes puissances. Consciente de ses atouts, forte de son héritage mais aveuglée par son idéologie, Ankara se positionne en acteur incontournable de la géopolitique moderne, sans qu'aucun diplomate ou prospectiviste ne puisse véritablement prédire son avenir. Plus que jamais, le jeu de la Turquie se lit à travers le prisme des convulsions planétaires.

Bibliographie

- JAULMES, Adrien., « Erdogan a créé une autoroute djihadiste en Turquie », *Le Figaro*, 19 février 2016
- REBIERE, Noémie., « Moscou / Ankara : des relations vulnérables au contexte régional », *Diplomatie, les grands dossiers n°57*, juillet-août 2020
- « La Russie et la Syrie s'entendent pour la construction d'une copie de Sainte-Sophie », *Le Figaro*, 6 août 2020
- Anadolu Agency*, « *Turkish president sends Victory Day message to Putin* », 9 mai 2020
- HALIMI, Serge., « Jusqu'à quand l'OTAN ? », *Le Monde diplomatique*, 1^{er} novembre 2019
- « *Turkey Will Help US Study S-400's Impact on F-35 Fighters* », *Bulgarian Military*, 18 novembre 2019
- « *S-400 air defense missiles to be jointly produced by Russia and Turkey* », *Army recognition*, 04 novembre 2019
- MIZOKAMI, Kyle., « *Turkey's New Drone Comes With a Machine Gun* », *Popular mechanics*, 13 décembre 2019
- Courrier international*, n°1563, 15-21 octobre 2020
- MAZZUCCHI, Nicolas., « les ressources énergétiques de la Méditerranée orientale dans le grand jeu gazier international », *Diplomatie n°105*, septembre-octobre 2020
- ARBELL, Dan., « *Turkey looks to Europe and US to help stabilise its wounded economy* », *International Institute for Strategic Studies*, 1^{er} juin 2020
- KERDIS, Dimitris., « Ankara n'a pas les moyens de ses ambitions », *Courrier international*, 2020
- Centre Français de Recherche sur le Renseignement (<https://cf2r.org/actualite/turquie-mercenaires-president-erdogan/>)